Harcelement scolaire : les eleves LGBTI en premiere ligne

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn

▶ **To cite this version:**

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn. Harcelement scolaire : les eleves LGBTI en premiere ligne. chroniques féministes, 2020. hal-02950104

HAL Id: hal-02950104
https://hal.science/hal-02950104

Submitted on 27 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Harcèlement scolaire : les élèves LGBTIQ en première ligne.

Arnaud Alessandrin[1], Johanna Dagorn[2]

Introduction

Le 8 mai 2018, Le premier ministre et la secrétaire d'Etat aux droits des femmes ont émis le souhait qu'il y ait, dans tous les établissements scolaires, des référent.e.s égalités filles-garçons. Au-delà de la présence, par académie, de chargé.e.s de mission sur cette thématique, c'est le périmètre de cette volonté politique qui interroge. Entre autre question, vient celle des élèves LGBTIQ -Lesbiennes, gays, bissexuel.le.s, trans, intersexes, queers- que l'institution a décidément beaucoup de mal à intégrer. Déjà, en juin 2013, le rapport de Michel Teychenné intitulé « Discriminations lgbt-phobes à l'école état des lieux et recommandations » insisitait sur la nécessité de prendre en considération les questions de décrochage scolaire des minorités de genre et de sexualité, ainsi que leur santé globale dans le milieu scolaire. Depuis, rien, ou presque. Une campagne contre l'homophobie sous-utilisée, des chapitres bien souvent maladroits sur le genre en filière de Sciences et Vie de la Terre et des ABCD de l'égalité dont on se souviendra du sort. Ne restent que des initiatives locales et un plan d'actions contre le harcèlement scolaire qui cite très marginalement les questions LGBTIQ. Pourtant, l'actualité de la recherche montre l'urgence qu'il y a à prendre en compte ces parcours. Dans ce contexte de timide lutte contre les discriminations à l'encontre des minorités de genre et de sexualité, revenons sur un panorama des expériences discriminatoires et de harcèlements scolaires subis par les élèves LGBTIQ.

1. Préalables définitionnels : harcèlement, injures et discriminations

Le harcèlement est une violence. Pour Hurrelmann, « *La violence à l'école recouvre la totalité du spectre des activités et des actions qui entraînent la souffrance ou des dommages physiques ou psychiques chez des personnes qui sont actives dans ou autour de l'école, ou qui visent à endommager des objets à l'école* » (1996). C'est dire combien travailler sur le climat scolaire ressenti par les élèves LGBTIQ est un indicateur précieux de leur inscription non seulement scolaire, mais également familiale et plus largement relationnelle ainsi que de leur bien être psychique. D'après les enquêtes de climat scolaire réalisées par Eric Debarbieux, on peut estimer qu'en moyenne, près de 10% des élèves d'un établissement sont harcelés (2015). Ce qui représente environ 3 élèves par classe. On sait également que les critères de

[1] Arnaud Alessandrin est sociologue à l'université de Bordeaux, chercheur associé au LACES et Co-directeur des cahiers de la LCD (avec Johanna Dagorn). Ses travaux portent sur le genre, la santé et les discriminations. Il a notamment dirigé, avec Johanna Dagorn l'enquête « Femmes et déplacements » et l'enquête « Santé LGBTI » (ARESVI). Recemment, il a publié « Sociologie des transidentités » en 2018 (ed. Cavalier bleu), et s'apprête à sortir « Parcours de santé / parcours de genre » avec Anastasia Meidani (PUM, 2018) et « Fan studies / gender studies : le retour » avec Mélanie Bourdaa (Téraèdre, 2018).

[2] Johanna Dagorn est docteure en sciences de l'éducation de l'université de Bordeaux et chercheuse associée au LACES. Elle codirige la revue « Les cahiers de la LCD – Lutte Contre les Discriminations » (avec Arnaud Alessandrin) dont elle codirigera le premier numéro, en 2016, intitulé « La ville face aux discriminations ». Dans la même veine, elle participe à de très nombreuses recherches sur les femmes et leurs déplacements et publie de nombreux articles sur cette thématique. Egalement spécialiste des questions de genre et d'éducation, Johanna Dagorn coscénarise en 2018 la bande dessinée (à paraître) « Lou : chronique des sexismes ordinaires ».

victimation sont généralement toujours les mêmes : les apparences (parmi lesquelles le handicap, le poids, la mode, et donc les conditions sociales), le sexe et le genre de l'élève (puis au collège et lycée sa sexualité) et sa couleur de peau.

Le harcèlement ne sévit jamais seul. Il se couple toujours d'injures et infuse un fort sentiment de discriminations aux personnes qu'elles ciblent. Si toutes les injures sont un stigmate, elles sont aussi un avertissement, un « toujours déjà là » menaçant. Les insultes LGBTIQphobes sont, pour le dire avec les mots de Didier Eribon, inaugurales (1999). C'est l'insulte qui marque l'identité du poids de l'opprobre. Dans le cas de l'homophobie comme des autres insultes, le corps cible l'est toujours doublement. Ainsi les termes « pédés » ou « gouines » sont quasi-systématiquement précédés de qualificatifs du débord, de l'impur, du trop-plein, du malsain : « gros pédé », « sale gouine ». La blessure ne se suffit pas à elle-même, elle s'adosse à des éléments de dégout (Toulze et Alessandrin, 2015) pour entériner le stigmate. C'est dire combien l'injure homophobe (et transphobe), au-delà de sa banalisation s'appuie sur des éléments liés à des critères connus : les normes de genre et l'apparence en premier lieu. Il s'abat alors sur les jeunes concerné.e.s, une « police de genre » (Husson, 2014) qui sanctionne de manière plus ou moins formelle les écarts à la norme, aux attentes sociales et à celles du groupe.

Ce qui se sédimente donc, dans les subjectivités des jeunes LGBTIQ, c'est le sentiment de honte, de violence, d'illégitimité. Tou.te.s n'ont bien évidemment pas la même expérience scolaire, la même expérience du coming out et de la relation aux pairs, mais tou.te.s expérimente la menace de la sanction, de la mise à l'écart, du retrait. Cette menace et son application dans bien des cas inaugurent un sentiment de discrimination durablement ancré. A cet égard, il ne faut pas comprendre la discrimination uniquement du point de vue du droit, du refus de service par exemple, car à l'école rares sont les cas qui prennent cette forme (sinon pour les enseignant.e.s et les professionnel.le.s LGBTIQ de l'Education Nationale). Il s'agit plutôt d'un sentiment, d'une émotion, loin d'être irréelle, d'être « traité différemment », « mis à part », « suspecté ».

2. Les LGB à l'école du genre

On pourra faire le constat, dans la presse ou dans les exemples cinématographiques, que l'expérience scolaire des LGBTIQ est marqué par un nombre non négligeable d'épreuves qui les éloignent d'une participation scolaire « normale ». Et pourtant, la scolarité et la santé des mineurs LGBTIQ scolarisés apparaît bien tardivement dans le champ de la recherche académique française, sous l'impulsion d'études qualitatives (Ayral, 2014 ; Pasquier, 2017) et, plus rarement, quantitatives (Reverse, 2016 ; Dagorn et Alessandrin, 2015) alors que des études similaires sont davantage développées en Suisse (Dayer, 2014) ou au Québec (Pullen-Sansfaçon et Meyer 2018 ; Richard et Chamberland, 2016) par exemple. Pour compenser ce manque d'information, une équipe de chercheur.e.s a déployé une recherche[3] par

[3] « Sante LGBTI », recherche financée par la DILCRAH et portée par l'association ARESVI, Association de Recherche et d'Etudes sur la Ville, la Santé et les Inégalités. Recherche dirigée par Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, Université de Bordeaux, LACES. Avec Gabrielle Richard, Université de Paris Est Creteil, LIRTES ; Anastasia Meidani, Université Toulouse Jean Jaurès, LISST : Marielle Toulze, Université Saint-Etienne Jean Monnet, Elico. Ont également participé à cette recherche : Clément Reverse, Université de Bordeaux, Centre Emile Durkheim et Marouchka Dubot, Université de Toulouse Jean-Jaurès, Master MISS, en tant que chargés d'études. Les résultats de la recherche ont été publié sur différents supports :

questionnaire (N= 1.147) et par entretiens (N=20) de juin 2017 à janvier 2018. Les recherches qualitatives sur la question du vécu des mineur.e.s bisexuel.le.s ou homosexuel.le.s scolarisés ont toutes montrées le continuum entre le sexisme et les homophobies (Joing-Maroye et Debardieux, 2014). L'enquête réalisée montre par exemple que 50% des jeunes homosexuel.le.s ont ressenti des discriminations durant leur scolarité. Les injures sont fréquemment citées mais les violences, intimidations, harcèlements et cyberharcèlements reviennent également. Plus encore, il apparaît qu'aux côtés des injures et du harcèlement, c'est la possibilité même de l'être qui marque les subjectivités de ces jeunes. Du côté du cyberharcèlement il convient de noter que selon les enquêtes par autodéclaration de SOS Homophobie, ce phénomène devient prépondérant dans l'expérience quotidienne des discriminations homophobes en contexte scolaire.

Au total, ces éléments sont bien plus prononcés au collège qu'au lycée où respectivement 73% et 57% des jeunes LGB s'y sont sentis « (plutôt) pas bien ». Parmi celles et ceux qui parlent de ces évènements à des proches, rares sont les cas où les adultes encadrants apparaissent comme des ressources. En effet, moins de 10% des jeunes gays, lesbiennes ou bissexuel.le.s privilégient leur équipe encadrante pour en parler. Si « en parler » nécessite de savoir « de quoi » parler, avec quels mots pour se prononcer, cela nécessite aussi un climat de confiance. 7,1% des répondant.e.s de l'enquête se déclarent par exemple « pansexuel.le.s » (principalement des moins de 25ans) : mais à qui prononcer ces identités encore peu connues du grand public ? En contrepartie, les réseaux sociaux et les ami.e.s sont de loin perçus comme des ressources premières…. devant les parents. Il s'esquisse ici une tendance générale à laquelle il convient d'être attentives car l'explosion des identifications par soi (« queer » « pansexuel.le.s ») ne répond pas toujours aux grammaires connues et maitrisées par les adultes en charge des mineurs scolarisés. Ce différentiel a pour principale conséquence le sentiment, de la part de ces mêmes mineurs, d'être nié.e.s, incompris.e.s. De l'autre côté, celui des professionnel.le.s, s'expriment parfois l'idée que l'instabilité des termes (leur nouveauté en réalité) est symptomatique de l'instabilité identitaire de ces jeunes. A l'image des bisexuel.le.s que l'on sommait de « choisir », de ne pas rester dans l'entre deux (Dussaut, 2018).

Enfin, des conséquences en termes de santé, de décrochage scolaire, d'isolement, mais aussi d'anorexie ou de boulimie sont à souligner avec insistance. Dans les très nombreux témoignages recueillis, on trouve avec récurrence des éléments relatifs aux toilettes, à la cantine : dans des espaces d'interactions ou d'isolement forts, les corps LGBTIQ sont mis à l'épreuve, des regards, des coups, des bousculades, des humiliations. Ce constat qualitatif est repris par d'autres recherches comme celles d'Eric Debardieux (2018) sur l'oppression viriliste et les violences scolaires : « et si on s'occupait enfin des toilettes » note le chercheur, sans ironie aucune, soulignant avec insistance la dimension fortement anxiogène et à risque de ces espaces peu contrôles par l'institution.

Alessandrin Arnaud, Dagorn Johanna, Richard Gabrielle, Meidani Anastasia et Toulze Marielle, *Santé LGBT*, bord de l'eau édition, 2018.

Gabrielle Richard et Arnaud Alessandrin, « Politiques éducatives et expériences scolaires des jeunes trans au Québec et en France : un panorama », *Genre, sexualité & société* [En ligne], 21

Dagorn Johanna et Arnaud Alessandrin. « La santé des élèves LGBTI », *L'école des parents*, vol. 627, no. 2, 2018, pp. 28-29.

Plus dramatique sont les témoignages concernant la sur-suicidité des LGBTIQ (Firdion, 2011). Sur cette question, quelques précisions doivent être apportées en différenciant (artificiellement dans de très nombreux cas) « orientation sexuelle », « identité sexuelle » et « pratique sexuelle ». Selon les études de Firdion, il apparait que plus les identités de genre et de sexualité sont affirmées plus les risques de sur-suicidité augmentent. C'est-à-dire que l'identité visible se confronte aux oppositions et aux haines. Le moment du coming out est, et le reste encore aujourd'hui, un instant particulièrement sous tension. Les question de pratiques sexuelles (homos ou bis) sont plus marquées par des épisodes d'outing, de (cyber)harcèlement qui soumettent les jeunes LGBTIQ à des bouleversements sociaux, relationnels et psychiques. Alors que les questions relatives aux orientations sexuelles sont plus soumises à des risques inhérents aux secrets, à l'invisibilité. Tous ces éléments peuvent malheureusement se confondre et se cumuler, rendant d'autant plus urgent la prise en compte sociale et politique de la sur-suicidité des jeunes LGBTIQ.

3. Et les éleves trans et intersexes dans tout ça ?

En zoomant, on se rend vite compte que les mineurs trans et intersexes sont les grands oubliés des enquêtes réalisées sur ces questions (Alessandrin, 2016 ; 2017). Pourtant, les chiffres de notre enquête soulignent l'urgence à penser également ces populations en termes de décrochage scolaire et de santé scolaire. Par exemple, plus de 82% des personnes trans et intersexes interrogées (N=257 ; 217 trans et 40 intersexes) ont jugé leur expérience scolaire « (plutôt) pas très bonne ». Ce taux, que l'on peut comparer aux différentes mesures du climat scolaire dans les établissements, indique une dégradation considérable des expériences vécues par ces jeunes. Du point de vue qualitatif, les jeunes trans et les jeunes intersexes témoignent de trois ruptures distinctes : une absence de réponses adaptées à leurs problèmes administratifs (usage du bon prénom, reconnaissance de l'identité de genre de l'élève…) ; une forte tension relationnelle (harcèlements et violences entre pairs, incompréhension ou violence de certains parents) et enfin une psychiatrisation trop fréquente de leurs demandes de médicalisation et d'hormonothérapie par les infirmier.e.s scolaires comme par les parents.

Le psychiatre Erik Schneider (2014) revient sur ce traitement médical, et uniquement médical des mineurs trans dans l'institution scolaire. Selon lui, cette « externalisation » et cette « psychiatrisation » des demandes émanant des mineurs trans est le signe d'une pathologisation d'emblée de la question trans et des corps non binaires. En d'autres termes, cet « embarras » de l'institution face à ces question conduit les professionnel.le.s à prendre appui sur des aides externes médicalisantes, sans prise en compte des spécificités, des singularités, des demandes individuelles des jeunes trans, queers et non-binaires. Pourtant, Erik Schneider note que les enquêtes Allemandes ou Américaines sur les processus d'accompagnement de ces mineurs dans l'institution scolaire notent unanimement une amélioration de la participation scolaire, une diminution de décrochage, de la part de ces mêmes jeunes, lorsque leurs demandes (notamment de changer de prénom) sont entendues (Richard et Alessandrin, 2019).

Toutefois, les associations et les supports d'entre-aide physiques ou virtuels apparaissent comme de véritables aides pour les personnes qui y ont accès, notamment pour nommer les

émotions, les sentiments, pour permettre l'identification à des groupes de pairs et pour orienter dans des parcours de soins adaptés. Enfin, sur la question trans comme sur la question intersexe, les manuels scolaires sont montrés du doigt pour leurs représentations jugées pathologisantes des corps et des identités. Nous pourrions par exemple poser notre regard sur la façon dont la question intersexe est traitée. Sans trop de surprise, les expressions relatives aux maladies et aux anomalies sont majoritaires. Ainsi les chromosomes des garçons (XY) et des filles (XX) ne connaissent pas de variance sinon les « syndromes » de Klinefelter et de Turner, qui sont des « anomalies » dans le Belin de Première L et ES de 2011. Pour le Hatier de la même année, ces cas sont « surprenants ». À l'inverse, le Bordas de Première S de 2011 parle de cas « rares mais non exceptionnels ». C'est dire combien ce qui est inscrit vaut pour message officiel et invisibilise, délégitime d'autant plus, certains corps et certaines identités dans l'enceinte de l'école, dans l'enceinte de la classe, dans le regarde des camarades d'étude.

Conclusion

Face à ces enjeux individuels et sociétaux, la France et l'éducation nationale semblent bien en retard pour répondre aux multiples questions qu'imposent ces jeunes populations. Quant aux parents, entre opposition et incompréhensions, ils bricolent parfois des réponses pour leurs enfants, mais souvent, contre l'avis de ces derniers. C'est pourquoi se rapprocher de structures associatives s'avère être un geste accompagnateur. A contrario, la psychiatrisation ou la pathologisation des demandes et des identités LGBTI augmente les risques en matière de santé psychiques et physiques. Si l'on peut espérer des formations et des actions de sensibilisation plus nombreuses notamment au sein de l'Education Nationale, nous encourageons aussi le déploiement de nouvelles recherches à ce sujet. Nous savons combien l'inscription, dans la durée, des questions dans le genre est un jeu majeur. Récemment, les programmes de formations et priorités ministérielles ont, en France, très vite glissé du « genre » -avec les ABCD de l'égalité notamment- (Dagorn, 2014) à « l'égalité filles-garçons », puis à la « laïcité », oubliant bien vite les questions propres aux minorités de genre et de sexualité. Sans postuler que la laïcité à définitivement enterré les questions LGBTIQ, nous soulignons avec insistance le besoin, pour les équipes pédagogiques comme pour les jeunes scolarisé.e.s, de faire perdurer ces questions dans le paysage de l'institution scolaire.

Bibliographie :

ALESSANDRIN Arnaud, *Sociologie des transidentités*, Cavalier bleu ed. 2018.

ALESSANDRIN Arnaud, « La transphobie en France : insuffisance du droit et expériences de discrimination », *Cahiers du Genre*, vol. 60, no. 1, 2016, pp. 193-212.

ALESSANDRIN Arnaud, « Enfants trans, quel accompagnement ? », *Revue de Santé Scolaire et Universitaire*, 7, 41, 2017, pp. 25-26

ALESSANDRIN Arnaud. « « Mineurs trans » : de l'inconvénient de ne pas être pris en compte par les politiques publiques », *Agora débats/jeunesses*, vol. 73, no. 2, 2016, pp. 7-20.

AYRAL Sylvie, *La fabrique des garçons,* PUF, 2014
CHAMBERLAND Line, RICHARD Gabrielle, “Changing the schoolclimate – A criticalexamination of the policies and strategiesadopted in the province of Quebec (Canada)”, in RUSSELL Steven, HORN Stacey (dir.), *Sexual Orientation, GenderIdentity, and Schooling*, New York, Oxford UniversityPress, 2016, pp. 194-215.

DAGORN Johanna, ALESSANDRIN Arnaud, « Être une fille, un gay, une lesbienne ou un.etrans au collège et au lycée », *Le sujet dans la cité*, 6, 2, 2015, pp. 140-149.

DAGORN Johanna « Les ABCD de l’égalité: un outil adapté et efficace », in *Pour en finir avec la fabrique des garçons* (S. AYRAL et Y. RAIBAUD dir.), MSHA, pp : 263-269, 2014

DAYER Caroline, ALESSANDRIN Arnaud, « L’expérience des minorités de genre et de sexualité à l’école », in DUGAS E, FERREOL Gilles (dir.), *Oser l’autre*, Louvain-la-Neuve, EME, 2015, pp. 87-110

DEBARBIEUX Eric, DAGORN Johanna, ALESSANDRIN Arnaud et GAILLARD Olivia, « Les violences sexistes à l’école : un oppression viriliste » Observatoire européen de la violence à l'école. Rapport en ligne, 2018.

DEBARBIEUX Eric, *Harcèlement en milieu scolaire,* DUNOD, 2015.

DUSSAUT Felix, « Les bisexualités : un revelateur social de l’amour », *revue des sciences* sociales, n.58, 2018

ERIBON Didier, *Réflexions sur la question gay*, Gallimard, 1999.

FIRDION Jean-Marie, BECK Françoise, SCHILTZ Marie-Ange, « Les minorités sexuelles face au risque suicidaire », *BEH*, 2011, n° 47-48 : p. 508-510.

HURRELMAN Klaus, *Social problems and social contexts in adolescence : perspectives across boundaries.* New York : Aldine de Gruyter, 1996.

HUSSON Anne-Charlotte, « Police de genre » in *Genre !* (ESTEVE-BELLEBEAU Brigitte et ALESSANDRIN Arnaud dir.), Des ailes sur un tracteur, 2014.

JOING-MAROYE Isabelle, DEBARBIEUX Éric (dir.), « Violences de genre et violences sexistes à l’école », *Recherches et éducations,* 8 & 9, 2013.

PASQUIER Gael, « Danser à l’école primaire. Entre questionnement des stéréotypes de sexe et reconfiguration du système de genre », *Terrains & travaux*, vol. 29, no. 2, 2016, pp. 195-216.

PULLEN SANSFACON Annie, MEYER Elisabeth, *Supporting transgender and gender-creativ youth,* Pater Lang 2018.

REVERSE Clement, « L'école du bleu et du rose - Ce que les outsiders de genre font sur l'École », mémoire de master 2, Université de Bordeaux, 2016.

SCHNEIDER Erik, « Les transidentités et l'école : vu du Luxembourg » (entretien), *Cahiers de la transidentité*, vol.4, pp : 71-76, 2014.

TOULZE Marielle, ALESSANDRIN Arnaud, « Les figures du dégout », *L'inqualifiable* (P. Liotard dir.) [en ligne], 2016